FRC I. 9457

9457

CORPS LÉGISLATIF.

Case FRC 11315

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

DISCOURS

Prononcé le 24 Ventôse, an IVe,

PAR JEAN DEBRY,

REPRÉSENTANT DU PEUPLE,

Sur l'exécution de l'article 355 de la Constitution.

I. FRAPPÉ des inconvéniens que quelques patriotes judicieux ont fait sentir, j'ai long-temps balancé, citoyens représentans, à émettre mon opinion dans l'importante question qui vous occupe; mais j'ai considéré que dans toute hypothèse, & quelque parti que vous preniez, comme ce qui se dit à cette tribune retentit aux extrémités de la République, il étoit bon, il étoit utile d'y montrer au peuple les fausses routes où l'on vouloit l'entraîner, & de le mettre

en garde contre les séductions dont on l'environnoit pour le conduire à sa perte & à son esclavage: je ne me suis point dissimulé que les ennemis de la chose publique qui nous avoient placés entre la nécessité de conserver les principes, & celle d'en voir chaque jour diriger impunément l'abus contre la liberté même, pouvoient tirer une sorte d'avantage de votre détermination. En effet, établissez-vous une surveillance positive sur les feuilles périodiques: les défenseurs de la liberté illimitée des opinions, ces hommes courageux qui depuis 89 ont attaqué & renversé la bastille des abus du gouvernement royal, s'alarment & craignent de voir reconstruire peu-à-peu cette autorité tyrannique & ombrageuse qui tenoit la pensée captive, qui redoutoit la discussion parce qu'elle redoutoit la lumière, & qui tant de fois a maudit l'ennemie victorieuse de ces prestiges religieux dont elle s'enveloppoit, l'impérissable philosophie & l'imprimerie. Abandonnez-vous ces choses à leur cours ordinaire: je vois le gouvernement républicain, que nous convenons tous être le seul sous lequel les hommes libres puissent exister, attaqué dans son berceau avec les mêmes armes qui ont dû renverser le gouvernement despotique, gouvernement que les esclaves seuls peuvent supporter; je vois le système d'avilissement, d'entraves, d'impostures organisé dès long-temps (les pièces de Lemaître & de Gestin en font foi), ce système interrompu en vendémiaire, repris maintenant avec plus d'audace, faisant tourner contre la République & vos efforts & la volonté des patriotes, & les malheurs que les crimes des factions ont occasionnés. Représentans, pour un peuple que les conspirateurs ont fatigué & aigri de tant de manières, la patience est difficile, le remède aux maux toujours trop lent; & cependant la calomnie rapide, la malveillance active, parcourent tous les coins de la République, enveniment, désespèrent, & étouffent dans leurs hurlemens la voix de quelques patriotes plus généreux que prévoyans, puisqu'ils oublient que leurs plus implacables ennemis se mettent dans leurs rangs. Il est difficile en effet de regarder comme les champions de la cause populaire ceux qui, dans tous les mouvemens contre-révolutionnaires, en ont été les plus chaudés adversaires.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

Ce n'eſt point non plus aux aſſertions & aux ſophiſmes de ces derniers que je tenterai de répondre: leur conduite, leurs diſcours, leurs écrits, leurs principes, les ont jugés; & malgré les dehors reſpectables dont ils ſe parent, leurs intentions ſont connues. Certes, ce n'eſt point pour rallier le peuple autour de la liberté qu'ils s'agitent ſi fort aujourd'hui. Je deſire ſeulement que les républicains de bonne-foi ſe perſuadent qu'ici c'eſt leur cauſe que l'on défend; & puiſque, malgré la fureur du royaliſme, qui, ſe ſentant attaqué, voudroit marcher ſous leur égide, on fait rendre juſtice à leurs principes, à leurs vues, à leurs ſervices, je voudrois qu'ils en fiſſent de même, & qu'ils ſe perſuadaſſent que des hommes dont l'exiſtence eſt attachée à celle de la liberté, ne peuvent être les ſoutiens du deſpotiſme, en quelques mains qu'il ſoit. Je déſirerois que dans cette affaire ils s'en rapportaſſent à ce tact ſûr, à cet inſtinct naturel qui ne les a jamais trompés lorſqu'ils ont eu à diſtinguer ce qui étoit d'avec ce qui ſembloit utile à la République. Sans les circonſtances critiques où nous ſommes placés, ſans la gravité du mal que l'impudence & l'égoïſme accroiſſent chaque jour & portent à ſon comble, ſans la néceſſité de ſubordonner enfin à la volonté nationale les volontés particulières qui la contrarient, il n'y a point de doute, cette queſtion n'en formeroit point une: jamais elle ne peut être diſcutée abſtractivement, elle eſt toute entière dans les circonſtances & dans les perſonnes: hors de là, le principe, dans toute ſa pureté, ne peut recevoir aucune modification. C'eſt en ce ſens que je conçois l'eſprit de l'article conſtitutionnel qui vous permet la limitation temporaire que l'on vous propoſe; article qui n'a pu être ni ſtipulé en vain par les légiſlateurs, ni conſenti en vain par le peuple. Si cette limitation eſt néceſſaire, & que vous n'uſiez pas du moyen que la conſtitution vous offre, la reſponſabilité des fautes & des erreurs de chaque citoyen pèſe ſur vos têtes: dira-t-on qu'elle n'eſt pas néceſſaire? Sans doute alors il faut unanimement paſſer à l'ordre du jour; mais pour en juger ainſi, jetez auparavant un coup-d'œil ſur votre ſituation politique & civile. Si, ſous le rapport politique & par l'effet de ſes victoires & de ſa conſtitution établie, la France eſt avancée de dix ſiècles, & en état d'occuper la première

place dans le rang des puissances de l'Europe, tandis qu'au contraire sa progression civile, par l'effet de la malveillance intérieure, est en quelque sorte rétrograde, & nous repousse vers l'ancienne servitude; vous trouverez sans doute alors qu'il est d'obligation rigoureuse pour vous de nous conserver le fruit de sept années de révolution, d'attaquer le mal dans sa source, de réfédérer, pour ainsi dire, les Français, & de les mettre à même de juger sans prévention, sans passion, le régime qui leur est offert : & quelle répugnance alors aurez-vous à prononcer, quand vous aurez pour vous l'intérêt du citoyen vertueux, la gloire de la nation & la constitution ?

J'entre donc en matière : je vais parcourir rapidement le tableau de la situation politique & civile de la république dans le sens que j'ai déterminé plus haut.

II. Après tant d'efforts & tant de sacrifices pour parvenir à une position stable & pour asseoir sur la prospérité nationale, la liberté, sans laquelle il ne peut y avoir de prospérité; est-il vrai, comme on le répète en écho, que nous sommes plus éloignés que nous ne le fûmes de ce but si désirable ? d'où vient une semblable opinion ? quel en est le fondement ou le prétexte ? quel est le but de ceux qui la propagent ? si elle est fausse, comment peut-on neutraliser les effets qu'elle doit produire, & retirer le peuple de l'état d'anxiété & de gêne où elle le plonge ?

Quoi ! depuis six ans nous résistons à l'Europe coalisée; les plus étonnans succès ont signalé le courage de nos soldats, nos limites sont reculées, nous avons renversé l'antique idole de la royauté, nous possédons une constitution républicaine; & nous ne serions point avancés en liberté ! Je sais que certaines apparences semblent résoudre cette question pour la négative; je sais encore que si nous permettions d'aller en avant à ces hommes dont la malveillance a organisé cette apparence contre-révolutionnaire dont nous nous plaignons, peu-à-peu ils entameroient jusqu'à l'instruction républicaine elle-même, en faisant croire à ceux qui ne réfléchissent pas, ou que la liberté n'est qu'une fièvre convulsive, ou que la France n'est pas mûre pour elle. Ces entrepreneurs de la servitude, il faut les démasquer.

Au commencement de la révolution, chacun en France

desiroit une position différente : l'ambitieux l'intrigant, trouvoient leurs avantages dans un changement, comme l'homme écrasé du poids de sa misère & de l'orgueil des privilégiés. L'espérance faisoit que toutes les classes des Français étoient réunies pour opérer un mouvement dans le système politique. Quelques hommes, dépositaires du pouvoir absolu, formoient seuls une classe à part : le desir de conserver leur autorité & leurs titres, joint au secret dépit de se voir attaqués de front comme des usurpateurs, les rendoient les implacables ennemis de la nation. D'abord ils résistèrent ouvertement ; bientôt, se sentant trop foibles, ils dissimulèrent ; &, sachant bien qu'un ordre de choses quelconque devoit nécessairement froisser toutes ces ambitions, toutes ces passions particulières dont la plupart devoient leur exaltation bien plutôt à la corruption d'une société vieillie qu'à l'amour épuré de la liberté, ils attendirent tout du temps, & recrutèrent en quelque façon au profit de leur cause tous ceux que les nouvelles lois forçoient de plier. Après la chûte du trône, ce plan de bouleversement, que la nature même des choses indiquoit, fut adopté & perfectionné par votre plus cruel ennemi, l'héritier du nom & de la haine de Chatam, il vit bien qu'en poussant le peuple à l'anarchie la plus complète, ou cette anarchie finiroit par dissoudre le corps social ; ou l'habitude de la liberté illimitée rendant insupportable le frein des lois sages, on arriveroit par lassitude, & de convulsions en convulsions, à regarder la tyrannie comme une ressource, & la paix meurtrière des despotes comme un bienfait.

Je franchis tous les accessoires de ce plan, la guerre, les trahisons, les dilapidations, les sacrifices de sang humain, les calomnies, l'avilissement de tout ce qui est respectable en gouvernement, le resserrement des denrées, & sur-tout la création de la Vendée, espèce de serre où se conservent, pour la destruction des hommes libres, les plants empoisonnés du despotisme & du fanatisme. Tout cela a été abandonné à des directeurs particuliers, comme moyens d'exécution : &, certes, nos ennemis n'ont point à s'en plaindre, nos vices mêmes ont été plus loin qu'ils n'auroient osé l'espérer ; &, depuis Charette jusqu'à l'é-

crivain qui sue la calomnie chaque jour, leurs employés ont bien gagné leur argent.

Vous voyez maintenant la raison de toutes les opinions divergentes qui ont travaillé notre république : c'est qu'en parlant d'amour de la patrie & de bien général, les meneurs de toutes les factions ne songeoient qu'à leur meilleur être particulier, & qu'au lieu d'employer la confiance du peuple pour acquérir la gloire solide d'en fonder le bonheur, ils ont préféré l'avantage éphémère d'en exploiter la crédulité à leur avantage : vous voyez pourquoi cette minorité de la noblesse, dont l'abnégation & le patriotisme simulé excitèrent d'abord une si vive reconnoissance, ne s'est occupée ensuite qu'à intriguer, à cabaler & à décomposer cette guirlande de la statue de la liberté, qu'elle croyoit avoir formée elle seule ; c'est que son but n'étoit point de lui dresser un temple, mais de se rendre propriétaire exclusive de l'*Œil-de-bœuf*.

Vous voyez pourquoi ces hommes si empressés de se montrer dans les premières époques de la révolution n'ont plus paru qu'en vendémiaire pour la détruire : c'est qu'ils vouloient moins la liberté que la faculté de changer de maître, l'honneur de l'approcher, l'avantage d'en partager les faveurs & les graces, & qu'en succédant aux titres & aux épaulettes que les nobles s'étoient réservés, ils entendirent bien aussi hériter des prérogatives & de la domination qui s'y trouvoient attachées.

C'est lorsque le mal eut gagné par degrés, c'est sur-tout après les horribles journées de prairial, auxquelles peut-être le royalisme n'étoit point étranger, & quand, sur la tombe d'un patriote assassiné, il conçut le projet d'assassiner le patriotisme ; c'est alors, dis-je, que l'on vit paroître une bande d'écrivains méprisables, hardis à déverser l'injure sur l'homme de bien, bas dans le malheur, audacieux pour conseiller le crime, incapables de sentimens élevés, se repaissant d'encens ou de calomnies, & dont le besoin journalier fut de mordre, de flagorner & de se vendre : trompettes & échos de toutes les impostures, ce sont eux, qui, ajoutant aux motifs de mécontentement que pouvoient avoir diverses classes de citoyens, à qui la révolution a coûté, font demander : *Eh quoi ! la liberté n'a-t-elle fait que des mécontens ?* Sans doute

elle paroîtra ne faire que des mécontens, tant que nous nous prendrons ſes ennemis pour juges de ſes réſultats ; elle ne fera que des mécontens, tant que nous conſerverons ſous ſon régime les habitudes du régime monarchique, & que nous voudrons obtenir, par l'effet de ſes lois, les jouiſſances corruptrices que les ordres arbitraires d'un tyran procurent à ſes favoris & à ſes eſclaves. Ce n'eſt point ainſi qu'en penſent ceux qui l'aiment ſincèrement : ils ſavent que ce bien ſi déſirable ne s'acquiert & ne ſe conſerve pas ſans peine, & ce n'eſt pas en vain que ſix années d'efforts révolutionnaires les ont inſtruits à ne plus regarder en arrière & à marcher intrépidement au but qu'ils ſe ſont fixé. Que ce but ſoit éloigné ou qu'il ſoit prochain, n'importe, il ne s'agit plus de délibérer. Un mouvement rétrograde nous a approchés de l'abîme: un pas de plus nous y précipite, puiſque la haine de nos éternels adverſaires ne recule, ni ne ſe corrige. Auſſi, & graces en ſoient rendues à nos armées victorieuſes, qui tant de fois ont mis en pratique ces maximes d'auſtérité républicaine, que les déſœuvrés des villes ne connoiſſent qu'en théorie, auſſi avons-nous réellement en France aujourd'hui une maſſe plus importante d'hommes vraiment libres que lorſque la révolution a commencé. Ceux qui voudroient recommencer le déſordre, & nous éloigner du terme des agitations, ne l'ignorent pas ; & quand tous leurs actes précédens ne les auroient pas ſignalés comme des apologiſtes infames de l'eſclavage, à les voir exagérer les ſujets de diviſion provenant entre les individus, les communes ou les ſections de communes, de la différence de quelques opinions, il eſt aiſé de reconnoître des boutefeux de guerre civile & des ennemis ſoudoyés pour déchirer la patrie, ou plutôt pour la faire armer contre elle-même, & pour oppoſer la France à la France. Et dans quel temps ? alors que, par l'impulſion de tout ce qu'elle a d'impur par l'établiſſement d'une conſtitution, elle aſſure les droits de tous, elle eſt prête à ne former qu'un tout indiviſible, & à ſe relever rapidement de ſes pertes. Telle eſt la dernière & déteſtable reſſource de nos ennemis extérieurs. Quel nom donner à ceux qui chez nous la leur aſſurent ? Avez-vous le ſentiment de vos forces, la confiance en votre courage, en la rectitude de vos intentions, en la réunion

des patriotes, en la solidarité qui les lie, dans les mesures que vous avez prises ? Ecoutez-les : tout est détruit, jusqu'au nom de République ; nos armées sont sans valeur, nos généraux sans expérience, le gouvernement sans espoir, la législature sans énergie ; les magasins sont vuides, les subsistances incertaines, les finances sans ressources, les saisons désastreuses ; & les élemens, contraires à vos plans de campagne, semblent eux-mêmes combattre contre vous pour la royauté. Quelle chétive opinion il faut avoir d'une nation puissante pour tenter de la séduire par de pareils moyens ! & combien, puisqu'on les essaye avec quelque succès, vous est impérieusement imposée l'obligation d'éclairer les citoyens ignorans ou prevenus, & d'arrêter la méchanceté qui les égare ! Les gouvernés craignant toujours que les gouvernans ne travaillent pour eux-mêmes, il est du devoir comme de l'intérêt de ceux-ci de les rassurer, afin que la perfidie ne leur ôte pas la confiance. Les chefs d'un peuple libre ne lui doivent pas moins de précautions pour empêcher que sa liberté ne soit pas troublée, que les tyrans ne s'en doivent à eux-mêmes pour le maintien de la tyrannie.

Votre indignation s'allume-t-elle à l'aspect des trames sans cesse ourdies contre l'état ? Où est le mal ? vous disent-ils : ne gouvernez-vous pas ? n'avez vous pas une constitution républicaine ? qui vous empêche de marcher ? Quoi ! vous trompez le peuple crédule, & vous demandez où sont les obstacles qui arrêtent le gouvernement ! Vous envenimez les passions, vous attisez le feu des haines dans les familles, votre hypocrisie répand en tous lieux le venin du fanatisme & la fureur des assassinats ; & vous demandez où est le mal ! Vos affidés captateurs de fonctions publiques, parjures à leurs sermens, paralysent, & par l'inexécution, & par la manière dont ils les exécutent, les succès des mesures qui peuvent affermir la République : si l'excès de leurs contraventions les fait paroître devant les tribunaux, armés de la question intentionnelle, leurs complices les y absolvent ; d'autres viennent les représenter ici comme des victimes de la terreur : & vous demandez qui nous empêche de marcher ! Vous vous êtes mis en révolution royale, à l'aise avec toutes les lois, parce que vous les enfreignez toutes ; & vous nous rappelez à ces mêmes lois dont le respect enchaîne notre ressentiment !

Depuis quel temps des ennemis publics, qui ne dissimulent ni leurs projets ni leurs espérances, ont-ils le droit de réclamer pour eux les lois de l'état qu'ils viennent renverser. *Mais nous sommes Français ?* Suffit-il d'en parler la langue ou d'en porter l'habit pour en avoir le caractère ? Les émigrés aussi sont nés en France. Qu'avez-vous fait pour la liberté ? Rien. Offrez-nous vos preuves. Qu'avez-vous fait contre elle ? Tout. Il n'est pas un seul intervalle entre deux crises révolutionnaires qui ne dépose contre vous ; aucun qui n'ait été rempli ou par les complots de votre rage impuissante ou par les calculs de votre égoïsme. Certes, si les différentes passions dont nous-mêmes avons pu être les jouets nous empêchent ici de juger sainement des faits, supposons un moment qu'ils aient lieu chez une autre nation, en Hollande par exemple ; supposons que nous fachions ce peuple embarrassé des mêmes entraves ; que nous y voyions les partis se former, s'entre-choquer, puis se rallier pour se détruire encore ; les assassinats s'y propager, les maximes les plus anti-populaires s'y professer ouvertement, & de vils écrivains les répandre chez tous les citoyens, pour leur faire abjurer leurs droits ou les rendre indifférens à leur conservation : que dirions-nous ? que les uns sont les partisans du stadhouder, & que les autres sont gagés par lui pour lui en faire. Puis, en suivant cette supposition, que penserions-nous de l'autorité des magistrats qui souffriroient ces dangereuses dissonances dans l'état qu'ils sont chargés d'administrer ? nous les accuserions ou d'une foiblesse éternellement coupable, ou d'une connivence plus criminelle encore. En effet, les dépositaires de la volonté d'une nation n'ont point d'excuse quand ils manquent d'exprimer cette volonté dans le sens de l'intérêt le plus général. Appliquons-nous à nous-mêmes ces réflexions ; car assurément notre situation est telle que je viens de vous l'exposer, si elle n'est pire. Représentans, lorsqu'on voit le mal, il est dans la nature de l'homme de chercher à le repousser, sinon par un sentiment de courage, au moins par le desir de sa propre conservation ; & aujourd'hui on vous dissimule jusqu'à l'état critique où vous vous trouvez ; comme ces joueurs insensés qui ne veulent connoître leur perte que lorsqu'ils sont tout-à-fait ruinés, ou comme ces malades tremblans à qui des empiriques

déguiser la fièvre qui les brûle, & qu'ils abandonnent à l'irregularité de leurs goûts jusqu'à ce que la nature leur refuse tout secours, & qu'ils tombent pour ainsi dire vivans dans les bras de la mort.

Si un aristocrate essuie la moindre injustice, s'il est ou croit être un peu surtaxé, mille voix s'élèvent pour le défendre : c'est un honnête homme que des terroristes persécutent; il n'est point de salon où l'on n'immole en holocauste, pour venger un si horrible attentat, tout ce qu'il y a de patriotes; tandis que, si j'en excepte quatre ou cinq voix courageuses, le plus froid silence couvre les massacres, les rebellions, les incendies que des chouans protégés commettent impunément dans les départemens, dans ceux qui vous avoisinent le plus, & presque sous vos yeux. On plaint des femmelettes que nos airs guerriers effraient dans les spectacles, & pas une larme ne coule sur les tombeaux de ces malheureuses mères de famille à qui des royalistes exécrables coupent les oreilles, les mains & le sein, qu'ils hachent en morceaux, qu'ils brûlent ou qu'ils enterrent vivantes dans leurs foyers. Oui, ces atrocités ont eu lieu, & aucune d'elles n'a été punie. Je le dirai sans ménagement : ayez la force d'entendre ces horribles détails, puisque vous avez l'inconcevable patience de les souffrir. On gémit sur quelques tresses vertes arrachées, & l'on se tait sur nos braves soldats mutilés, coupés en morceaux ou pendus par les pieds par ces messieurs si doux, si polis, qui veulent rétablir l'autel & le trône. Ah! puisque des monceaux d'ossemens & de cadavres doivent servir de base à la tyrannie & à la superstition, mourons, s'il le faut, en républicains, les armes à la main; combattons à la face du ciel, & justifions par nos succès cette providence, ce Dieu de bonté que la barbarie des fanatiques défigure.

Certes, il n'est plus temps de vous endormir ni de balancer? on vivifie à vos côtés un esprit public à la royale. Laissez agir; & lorsque le mal sera à son comble, les hypocrites qui vous fascinent les yeux, feront les premiers à vous présenter des moyens qui seroient bons aujourd'hui, qui seront inefficaces alors, afin que, par cette tactique, le blâme de la négligence, & celui d'une volonté nulle ou tardive, retombe exclusivement sur vous. Donnez, au con-

traire, la vie, à votre tour, au véritable esprit public; usez de toutes les ressources que la constitution & les lois conservées vous fourniſſent; éclairez cette portion de peuple qui a moins de richeſſes, moins de beſoins, moins de vices, & vous ſauverez la patrie : tout ſon mal eſt en elle-même. La malveillance ne s'occupe qu'à égarer la liberté. Si, par vos ſoins, cette liberté peut prendre un nouvel eſſor & ſon antique direction, vous lui verrez renouveler ces prodiges qui ont ſignalé les grandes campagnes de la révolution, & ſur-tout cette année célèbre dont les ennemis intérieurs affectent de ne rappeler que les déſaſtres. Eh! qui n'a point gémi ſur ces temps malheureux où la tyrannie contraſtoit ſi horriblement avec nos victoires! S'enſuit-il que le ſouvenir de ces maux doive étouffer les ſentimens que nous devons à nos armées & à nos lois régénératrices? Lorſqu'un pays a été le théâtre de diverſes factions, il n'eſt perſonne qui n'ait des plaintes légitimes à former, & ſur-tout ceux qui n'ayant travaillé que pour le bonheur commun, c'eſt-à-dire, les vrais patriotes, n'ont rien retiré ni voulu retirer des ſacrifices qu'ils ont faits à la choſe publique; mais faire continuellement retentir ces plaintes, c'eſt éterniſer les haines réciproques, & diſſoudre véritablement l'état, en donnant comme un lot d'héritage à chaque famille ce germe de diviſion. S'il vous falloit des exemples pour vous convaincre & vous inſtruire, voyez l'Italie, à qui les querelles des Guelfes & des Gibelins ont à peine laiſſé l'ombre de ſon antique puiſſance.

Nos ennemis ſuivent à notre égard ce plan d'anéantiſſement de la France avec une conſtance effrayante. Il faut être aveugle pour ne pas s'en appercevoir. S'agit-il de renforcer le parti des eſclaves? quelques pages écrites avec la démence de l'anarchie précipitent dans les bras du royaliſme tous ceux qui craignent le retour des proſcriptions. Veulent-ils groſſir le parti de l'anarchie? quelques feuilles dégoûtantes de blaſphêmes contre la République leur ſuffiſent. Tous les amans de la liberté s'écrient en prenant leurs armes : *Malo periculoſam libertatem quam quietum ſervitium.* C'eſt ainſi que, marchant de convulſions en convulſions, on arrive à la léthargie de l'eſclavage; c'eſt ainſi que le véritable républicain, froiſſé continuellement entre les deux extré-

mités, est réduit à vivre seul, à déplorer l'injustice, l'ignorance ou la foiblesse des hommes, & peut s'écrier avec raison : *La vertu n'est qu'un nom chez les nations civilisées.*

Si vous donnez au gouvernement les moyens suffisans, & si sa volonté n'est point en opposition avec ces moyens, les dangers disparoîtront; s'il comprime également les deux extrêmes, il empêchera l'un de réagir sur l'autre; & s'il marche avec ponctualité & bonne foi vers le but que vous déterminerez, il garantira votre autorité, & par conséquent la sienne, du plus grand danger qu'elle puisse courir, celui de vous laisser par l'inexécution l'odieux d'une mesure sévère dont l'état ne retireroit aucun profit.

Je vous ai dit que la dissémination de la calomnie, coïncidant avec le plan des assassinats individuels, étoit la dernière ressource de nos ennemis. En effet, croyez-vous que cette longue guerre ne les ait pas épuisés d'hommes, d'argent, de chevaux, de munitions, de vivres & de patience? Que deviennent pendant ces campagnes meurtrières leurs moyens de vivification, l'agriculture & le commerce? ils sont reduits à rien. Quelle est donc la ressource de leurs gouvernemens pour fournir à ces dépenses? les tributs & la force. Mais croyez-vous que l'intérêt de leur propre conservation ne les fasse pas trembler d'être obligés d'employer aussi long-temps ces ressorts dangereux, qui, dès l'instant où les peuples sont las, finissent toujours par se détendre & réagir contre la main qui s'en sert? Est-il bien avantageux pour l'Autriche d'avoir la perspective d'être un jour le fermier continental de l'Angleterre, ou le prix d'un traité secret fait avec la Russie? L'Angleterre elle-même n'a-t-elle pas à craindre des puissances de la coalition, & par les mêmes motifs, ce que ces dernières ont à redouter des peuples qu'ils gouvernent, & qu'ils sont obligés de presſurer? La partie saine de la nation ne soupire-t-elle pas après la paix? Que deviendroit son gouvernement, qui s'est constitué en inimitié avec le peuple français, si quelque jour ces chouans dont le cabinet de St.-James paye la férocité pour déchirer la France, & que l'amour du pillage conduit bien plus que tout autre sentiment; si ces chouans, dis-je, las de brigandages, qui ne leur valent que des coups de fusils, se jetoient sur l'Angleterre comme sur une proie opulente? Peut-être ne manque-t-il à cette émigration d'un nouveau

genre qu'un Dugueſclin? L'Eſpagne, la Suède, le Danemarck, ont-ils donc intérêt de devenir dans l'Europe des États ſecondaires, dont les ports ſeroient fermés ou s'ouvriroient à la voix d'un gouvernement dictatorial, placé loin d'eux, au lieu de conſerver leur antique ſplendeur, en venant librement échanger dans tous nos ports leurs productions territoriales & induſtrielles contre celles de la France?

D'un autre côté, vos armées ſe recrutent d'hommes, de chevaux, de munitions, de moyens de tranſports; dans l'intérieur, une conſtitution républicaine, un gouvernement qui va au but, les aſſurent que ce n'eſt pas en vain que leur ſang a coulé pour la patrie. Les vainqueurs de Jemmappes, de Fleurus, de Fontarabie, de Vado, garniſſent vos camps. Dans quelle ſituation voulez-vous donc être pour eſpérer la paix, ſi ce n'eſt lorſque vous êtes en état de pouſſer la guerre? Mais cette paix, l'objet de nos vœux, Français de tout état, comment l'obtiendrez-vous, ſi vos ennemis naturels eſpèrent que, vous déchirant de vos propres mains, vous leur épargnerez les frais & l'incertitude des combats? Les alliances avantageuſes que vous pouvez contracter, comment voulez-vous que des gouvernemens amis les riſquent, s'ils voient chez vous un ferment d'inſtabilité & de viciſſitudes nouvelles, &, ce qui eſt pis, s'ils vous voient lents ou négligens à le détruire?

J'accuſe donc ici, comme ennemis de la paix, tous ces hommes qui atténuent nos moyens de faire la guerre; ces écrivains ſtipendiés qui, chaque jour, ont le privilége d'aller mentir dans la demeure de l'honnête citoyen, de tromper le pauvre, de flatter l'opulent égoïſte, de décourager l'homme irréſolu, d'enhardir le chouan parricide, de faire eſpérer nos ennemis extérieurs en leur perſuadant que le vœu de la nation eſt celui de la clique impure où ils vivent, enfin de repouſſer au milieu des briſans & des écueils ce vaiſſeau de l'Etat arrivé ſi péniblement au port de la conſtitution, comme en 1789 ils tentoient de nous empêcher de quitter le rivage.

Je les accuſe, en outre, d'être les plus cruels comme les plus perfides ennemis de l'Etat. Périodiquement ils cherchent à ce que nous portions nos regards en arrière, &

cependant ils ſavent que le moindre pas rétrograde précipite la France au fond d'un abîme éternel : il eſt bon de le dire à ces hommes puſillanimes, qui croient qu'un peu moins de part priſe à la révolution les ſauveroit s'il y avoit un bouleverſement poſſible. Non, les contre-révolutionnaires ne le voudroient, ne le devroient, & ne le pourroient pas. D'après tout ce qui s'eſt paſſé en France, d'après le poids irréſiſtible des choſes, quand on les dirige vers telle ou telle pente, entre une aſſemblée vendémiariſte & une conſtitution plus féodale, s'il ſe peut, que celle de la Ruſſie, je ne vois point d'intervalle, parce qu'il n'y a pas de moyen d'arrêt poſſible; l'intérêt de ceux qui opéreroient ce mouvement le leur défend : ainſi diſparoîtroient ſucceſſivement l'autorité ſectionnaire, puis la monarchie à l'anglaiſe, puis encore la cour débordée de 1786, pour faire place au deſpotiſme furieux, inquiet, dévoré de terreur & de vengeance, environné de ſatellites farouches, d'appareils de tortures & d'échafauds, & qui n'auroit de reſſources que de partager la France en victimes, en bourreaux, en eſclaves, en complices.

Voilà, Français, voilà ce qu'une poignée de brigands ſoudoyés, ou d'hommes égarés par la haine, appellent continuellement : dans quel moment ! je le répète, lorſque vous touchez de la main à cette paix glorieuſe qui doit fermer toutes les plaies du corps ſocial. Uſez donc des moyens que la nation a mis entre vos mains. Les fripons, a-t-on dit, craignent les réverbères; cela eſt vrai : mais n'oublions pas que les anciens voyageurs redoutoient auſſi ces fanaux trompeurs que des barbares plaçoient ſur des rochers pour attirer les vaiſſeaux à une perte inévitable.

Au reſte, que font, dans cette affaire, des raiſonnemens hypothétiques, ou des maximes iſolées des circonſtances où nous nous trouvons ? Quand un gouvernement repoſe ſur des baſes contraires aux droits d'une nation, tout ce que ce gouvernement emploie de force pour ſe maintenir, tourne contre lui & précipite ſa chûte. Lorſqu'au contraire le gouvernement eſt inſtitué pour la garantie de ces droits, il doit à la nation d'empêcher qu'aucun abus ne puiſſe les lui ravir. Certes, quand je me rappelle les nombreux ſervices que des écrivains philoſophes ont rendus & rendent encore chaque

jour à la cauſe de la liberté, ce n'eſt pas ſans défiance de ma propre opinion, que je deſire l'établiſſement d'une commiſſion pour mûrir les idées réglementaires qui peuvent convenir ici : mais lorſque d'une part je vois combien de moyens la conſtitution vous fournit pour arrêter un pouvoir exécutif qui voudroit uſurper ſur les droits individuels, & que de l'autre je repaſſe dans mon eſprit ces différens tableaux que je vous ai préſentés, ce combat ſcandaleux & trop long-temps prolongé de l'impoſture contre la vérité, de l'adoration pour la tyrannie contre l'amour de la liberté, de l'attachement à la cauſe du deſpotiſme & des privilégiés contre le dévouement pour la régénération du peuple & pour l'égalité ; enfin quand je me repréſente le fanatiſme, la rebellion, l'aſſaſſinat, l'aviliſſement de tout ce qui tient à la révolution, encouragés, propagés chaque matin & chaque ſoir par des auteurs incendiaires qui ont dégradé la plus noble des fonctions, celle d'inſtituteurs publics, mes incertitudes ceſſent, je ne balance plus, & je vote pour qu'au moins la queſtion ſoit examinée de ſang-froid & avec réflexion dans une commiſſion,

Au fond, quelle eſt la véritable queſtion? Vous avez à craindre d'une part l'abus que le gouvernement pourroit faire un jour contre la liberté, du droit que vous lui accorderiez; de l'autre, l'abus journalier que font contre la République des hommes qui ſe ſervent contre elle des droits qu'elle garantit à tous. Mais d'abord s'il n'eſt pas très-facile que les membres du Directoire attaquent la conſtitution républicaine, il eſt au moins douteux qu'ils le veuillent, ou qu'ils doivent le vouloir. Quelle ſeroit leur retraite? où trouveroient-ils appui? quel ſeroit le prix de leur trahiſon? Leur conduite paſſée & préſente, les places qu'ils occupent, les obligations qu'ils ont à remplir, même en couvrant des deſſeins pernicieux, n'effaceroient-ils pas tous leurs ſervices pour la tyrannie, dès qu'une fois ces ſervices ſeroient rendus? S'ils tentoient de travailler pour eux, quelle pourroit être contre une révolution ſoudaine la garantie d'un pouvoir qu'une révolution illégitime auroit créé?

De l'autre côté au contraire, ce ne ſont point ſeulement des intentions de renverſer la République que l'on manifeſte & qu'on laiſſe entrevoir, c'eſt publiquement & par

des actes qu'on l'attaque. Les hommes employés dans ce parti ne font pas seulement craindre pour l'avenir : leur fureur liberticide étoit, il y a six mois, ce qu'elle est aujourd'hui ; & leurs crimes passés, ceux d'aujourd'hui, indiquent ce que feront ceux de demain. Si la République est renversée, ils triomphent ; si leurs efforts sont vains, ils ont touché le prix de leur audace à lutter contre elle, & du mal qu'ils ont pu lui faire. Choisissez donc entre un inconvénient inévitable, celui d'amplifier temporairement le pouvoir du gouvernement, & le plus déplorable comme le plus irrémédiable de tous les maux, celui de laisser aux gages de vos ennemis sept à huit scélérats qui se font un jeu de tromper les citoyens, d'attiser le feu des discordes civiles, & qui comptent assez sur votre peu d'expérience en politique pour, après s'être placés hors du système républicain, réclamer de vous & contre vous-mêmes l'intégralité des droits qu'ils veulent renverser, qu'ils obscurcissent, qu'ils atténuent chaque jour. La République ou la mort, cette devise que nous adoptons pour nous, il est temps de l'appliquer à nos ennemis de l'intérieur ; qu'elle soit leur sentence ; qu'ils fuient le sol de la liberté, si son éclat les blesse : qu'au moins ils sachent que nous ne sacrifierons pas la patrie à leurs sophismes, & que, protégés par la loi, son glaive pend sur leurs têtes, s'ils l'enfreignent. La liberté de Charette fait l'esclavage de la Vendée.

Vous devez maintenant, citoyens collègues, avoir devant les yeux tous les motifs de votre détermination dans l'affaire importante qui est soumise à votre discussion ; il faut que vous aidiez à ce que le courage de nos armées & la volonté du peuple ont préparé, je veux dire, l'établissement immuable de la République, le retour de la tranquillité, de l'abondance & de la paix : Pour parvenir à ce but desiré, il faut qu'il règne dans toutes les parties de votre économie civile & intérieure la même unité, la même harmonie qui dirige en ce moment les actes de l'administration politique & extérieure : les obstacles viennent principalement de ce débordement périodique d'impostures & de calomnies payées par le contre-gouvernement qui existe près de vous & contre vous ; association meurtrière & parricide qui prit sa naissance dès le temps du ci-devant roi, dont le plan calqué

ſur une diviſion militaire de la France a été trouvé dans les papiers de l'armoire de fer; plan tout récemment avorté à Beſançon, eſſayé à Lyon & le long des rives du Rhône, dévoilé dans les pièces trouvées ſur les conſpirateurs Lemaître & Geſſin, & dont l'atroce profondeur enfin s'eſt manifeſtée dans les déplorables jours de vendémiaire. Le laiſſerez-vous exécuter ſous vos yeux ? & conſentirez-vous à partager le reproche que peut être l'impartiale poſtérité fera à la Convention nationale, reproche bien différent ſans doute de ceux qu'affectent de répandre contre elle les miſérables qui ſe rient en ſecret de l'indulgence qui les a épargnés ? Non, citoyens, il faut un terme à tant de réactions. Si la royauté dominoit un jour, de nouveaux Kirke, de nouveaux Laubardemont, précipiteroient dans les cachots, ſans forme de procès, ou conduiroient à l'échafaud les Sidney, les de Thou de la République. La liberté ne doit connoître que les formes protectrices de la loi; il faut donc une loi. Dans l'intervalle de ſon exécution, les haines s'appaiſeront, les paſſions feront ſilence, les hommes s'entendront, ils ſe donneront la main. On ſera peut-être encore en oppoſition, mais au moins on ne ſera plus en guerre : le bon citoyen, rendu au ſang froid & à la réflexion, jugera enfin ce régime républicain que les preſtiges de la prévention lui défigurent, parce que la prévention eſt payée pour lui en faire vouloir un autre; les lois alors auront pris de la vigueur, de la ſtabilité, les fonctionnaires publics de la confiance; & l'homme de bien ne craindra plus de voir la calomnie défaire pièce à pièce une réputation de probité, pour en laiſſer le ſujet nu, ſans pouvoir être défendu, & le conduire à travers une infamie non méritée à l'échafaud.

Repréſentans, il eſt ſans doute une opinion publique que nous devons conſulter; mais elle ſe compoſe, cette opinion, de celle de tous les Français amis de la révolution, de la conſtitution, de la liberté fondée ſur les lois, de la proſpérité nationale, de la paix intérieure, de la République, en un mot; & non des idées de commande que fait naître ou taire à ſon gré l'autorité étrangère qui les paie, & au profit de laquelle beaucoup défendent aujourd'hui la liberté illimitée de la preſſe avec autant de républicaniſme qu'ils défendoient en vendémiaire la ſouveraineté du peuple. L'opinion publi-

que, respectons ce guide; mais gardons-nous de nous tromper à son égard. Il y avoit aussi en 1792 une prétendue opinion publique qui affirmoit que nos gardes nationales étoient incapables de faire la guerre, & ne tiendroient pas une heure devant les savans & nobles tacticiens du saint Empire: vous savez ce qui est arrivé, & comment ces ferruriers, ces laboureurs, ces artisans, ces jeunes gens réquisitionnaires, ont battu les comtes & les barons de l'Autriche, les nobles lords de l'Angleterre, les illustres émigrés; ont fait taire les glapissemens de la bonne compagnie & de la fausse opinion publique, & ont refoulé par leurs succès le mépris & la honte sur leurs imbécilles envieux & leurs lâches détracteurs.

III. Représentans, si vous faites attention à la crainte de voir limiter un principe conservateur, vous n'en aurez pas moins pour les dangers d'en tolérer l'abus, & vous ne laisserez pas tout l'avantage du côté de celui qui commet un acte quelconque par la voie de la presse, & toute la défaveur du côté de celui contre lequel cet acte peut être dirigé; car l'égalité est aussi un principe & le plus sacré de tous, & ici c'est la nation qu'on attaque. Si vous ne prenez pas un parti actuel, vous ne rejeterez pas légèrement l'application d'un article constitutionnel dont l'exécution peut renvoyer à l'anglais Wickam les feuilles empoisonnées, digne prix de ses guinées corruptrices. Nous avons une constitution; au nom de l'intérêt commun, Français, serrons-nous autour d'elle, qu'elle nous soit chère & par ce qu'elle nous donne & par ce qu'elle nous promet & sur-tout par ce qu'elle nous a coûté. Quel homme féroce peut vouloir nous replonger dans une révolution nouvelle! N'est-ce pas assez d'avoir vu une fois la confiance & l'amitié bannies du sein des familles, & les années d'une existence douloureuse se compter presque par heure dans les cités? N'est-ce pas assez d'avoir vu une fois le père armé contre son fils, le frère contre son frère, & les drapeaux tricolors, signal de la mort de l'ennemi, le devenir de celle des Français? N'est-ce pas assez d'avoir supporté pendant dix siècles le despotisme de la cruauté, de l'ignorance & de la vile superstition? Ah! si nous n'avions jamais été trompés, égarés depuis le commencement de la révolution, il y a long-temps

que nous en goûterions paisiblement les fruits ! & l'égoïsme & la perfidie s'intriguent pour nous égarer encore : ne le souffrons pas ; attaquons les, arrêtons-les ; c'est notre intérêt, c'est notre devoir ; c'est l'intérêt du genre humain, pour lequel nous travaillons. Dans d'autres temps sans doute une semblable discussion ne pourroit avoir lieu parce que sous le despotisme le dissentiment est un crime, & que tout est dogme théologique dans les opinions : ici au contraire, malgré la différence des avis, la discussion aura cela d'utile, qu'elle fera connoître au peuple, comme je l'ai dit en commençant, de quels moyens l'étranger se sert pour le perdre.

Lorsque la tyrannie règne, il se trouve toujours des hommes entreprenans & fiers, qui élèvent la voix contre elle. Si, lorsqu'elle est abattue, ces mêmes hommes prêchent l'obéissance aux lois, & se rallient pour donner la vie à la constitution adoptée, ils méritent doublement de leur pays : mais si, spéculant sur une faveur aveugle ou sur leur propre convenance, ils propagent la licence & les troubles, je dis qu'ils attentent à la sûreté de l'état, & qu'ils ressemblent en tout à ces orateurs impudens à qui Athènes dut sa ruine, qui, loin de travailler à l'anéantissement des factions, ne s'occupèrent qu'à en créer pour les faire servir d'instrument à leur ambition, à leur vengeance ou à leur cupidité ; qui ne se réunissoient que pour persécuter les hommes de mérite ; qui firent boire la ciguë à Phocion, forcèrent Démosthène de s'empoisonner, & vendirent leur patrie au roi de Macédoine. Prenons donc conseil des évènemens passés, tant chez les autres peuples que chez nous ; prenons-le de la nécessité. Enfin, puisqu'il n'est point de lieux ici-bas où les maux communs à tous ne puissent nous poursuivre & nous atteindre, puisque le sol républicain est le seul sur lequel un Français puisse marcher avec honneur & sécurité, rempliſſons courageusement notre carrière, & attachons à notre mémoire le souvenir le plus précieux qu'un homme puisse recueillir dans une vie aussi courte, celui de n'avoir cessé de travailler pour l'affranchissement, l'égalité & le bonheur de ses semblables.

Prêt à abandonner mon opinion, si je me trompe, je desire que jamais la République n'ait besoin, sur l'objet en question, d'une mesure prohibitive, si vous la rejettez au-

jourd'hui; ou que si dans d'autres occasions vous la croyez urgente, vous soyez encore à temps de l'appliquer utilement.

Je vote, quant à présent, afin que l'opinion s'éclaire & se mûrisse à cet égard, pour qu'il soit nommé au scrutin une commission de neuf membres, qui sera chargée d'examiner s'il est utile aux intérêts de l'Etat de mettre à exécution l'article 355 de la constitution, &, dans le cas d'affirmative, de vous présenter les moyens d'exécution.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Ventôse, an IV.